

LA DÉDOLLARISATION DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE, UNE PANACÉE À LA GOUVERNANCE ANOMIQUE DU PAYS ?

La crise politico-économico-socio-culturelle qu'a connue le Congo (jusqu'aujourd'hui) est d'abord et avant tout une crise de l'homme [...]. Si nous analysons la situation financière au Congo au niveau des possibilités dont dispose le pays pour couvrir les dépenses de base et d'investissement, nous pouvons conclure mordicus que le Congo n'a pas besoin de l'argent [sic] mais plutôt d'un Etat de droit, d'une bonne gouvernance pour bien gérer l'argent dont il dispose.¹

**Alain NZADI-
A-NZADI, S.J.,**
Chercheur en
littératures
francophones.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

Le constat de Philippe Omasso repris ci-haut n'est pas obsolète, même si plus d'une décennie s'est écoulée depuis son étude². En effet, la RD Congo est dans une quête permanente d'une gouvernance réellement capable de changer la donne en faisant pencher la balance en faveur du développement durable du pays.

Les années de prospérité économique et sociale qui avaient suivi l'indépendance du pays sont aujourd'hui devenues un souvenir qui tend à s'effiloche au fil des régimes caractérisés par un manque criant de volonté politique et par un leadership aux antipodes du patriotisme. Ainsi, le pays semble continuellement à la recherche, sans succès probant, de la meilleure voie susceptible de le mener au développement durable. C'est dans cette logique que l'on peut situer la récente décision du Gouvernement congolais de « dédollariser » l'économie du pays. À en croire les initiateurs, cette décision devrait impulser un réel changement de la situation socioéconomique du pays.

Que l'économie congolaise se soit fortement dollarisée au fil des ans et des régimes qui se sont succédé au sommet de l'État, c'est une évidence que l'on ne peut nier. Adelard Kaseshi s'emploie d'ailleurs à le démontrer avec pertinence dans sa réflexion publiée dans ce numéro³.

1 Philippe OMASSO FUNDI YANGALA, « Le blocage du développement – l'ère de Mobutu et l'économie de guerre sous Laurent Kabila », in Manfred Schulz (éd.), *Les porteurs du développement durable en RD Congo. Évolutions récentes de la vie politique, économique, religieuse, culturelle et de la société civile*, Kinshasa, Éditions du CEPAS, 2010, pp. 112 et 115.

2 Cf. Philippe OMASSO, *Op. cit.*

3 Adelard-Diens KASESHI MULENGE, « Dédollarisation de l'économie de la RD Congo : une équation à plusieurs inconnues », in *Congo-Afrique*, numéro 585 (Mai 2024), pp. 490-509.

Cependant, une simple décision politique suffirait-elle à réussir le pari d'une dédollarisation susceptible d'améliorer les conditions sociales des citoyens ? N'y aurait-il pas d'autres facteurs à prendre en compte pour atteindre l'objectif du développement visé par la nouvelle politique de dédollarisation de l'économie du pays ? À mon avis, trois binômes me semblent incontournables pour réussir le pari du développement du pays : *gouvernance et volonté politique* (1) ; *gouvernance et créativité* (2) ; *gouvernance et vision politique* (3).

(1) Gouvernance et volonté politique

Il n'y a pas de gouvernance porteuse de résultats sans une volonté politique avérée d'impulser le changement. Gouvernance et volonté politique doivent aller de pair pour développer le pays. Ce binôme forme deux éléments clés dans la promotion du développement durable et inclusif.

Une bonne gouvernance est essentielle pour établir des institutions solides, garantir l'État de droit, et assurer la gestion efficace des ressources. Elle crée un environnement propice à la croissance économique et au bien-être social.

Or, au regard de la déliquescence de l'État congolais, je reste persuadé que la bonne gouvernance n'est possible que si les décideurs sont animés d'une volonté politique claire, qui les pousse à faire le choix du pays plutôt que de celui de leurs propres intérêts égoïstes. En d'autres termes, une bonne gouvernance devrait se caractériser par un engagement à mettre en œuvre des politiques et des réformes nécessaires pour le développement du pays. Dans ce sens, la décision de dédollariser l'économie congolaise ne pourra se matérialiser avec succès que si elle s'affranchit du diktat des calculs politiques égoïstes et des décisions politiques empreintes de populisme plutôt que de vision transformatrice du pays.

Sans volonté politique, même les meilleures stratégies de gouvernance peuvent moisir dans les placards du Gouvernement. En effet, la volonté politique motive l'action, mobilise les ressources et engage les parties prenantes dans le processus de développement.

L'étude de Kaseshi montre que les pays qui ont réussi le pari de dédollariser leurs économies sont ceux qui ont bénéficié d'une gouvernance solide associée à une volonté politique manifeste. À l'inverse, des pays avec de faibles niveaux de gouvernance et peu de volonté politique peinent à mettre en œuvre des réformes porteuses de germes du changement.

(2) Gouvernance et créativité

Outre la paire gouvernance-volonté politique, le développement de la RD Congo dépend d'un autre binôme non moins crucial : « gouvernance et créativité ». En effet, lorsqu'on observe le monde actuel, l'on se rend vite compte que la possession des matières premières ne suffit pas pour se développer. D'ailleurs, les pays les plus développés du monde ne sont pas

forcément ceux qui ont un sol et un sous-sol riches. Un autre facteur est tout aussi déterminant : l'homme ; mieux, « l'homme créatif ». Pour que les matières premières deviennent effectivement une richesse capable de changer la vie des citoyens d'un pays, il faut que la gouvernance politique soit empreinte de créativité. Sinon, à quoi servirait un pétrole brut qu'on ne peut exploiter et transformer ? À quoi servirait un diamant qu'on laisse moisir sans le transformer pour y apporter une valeur ajoutée ? À quoi serviraient, enfin, des millions d'hectares de terres arables congolaises si elles ne peuvent nourrir la population et éradiquer l'insécurité alimentaire aiguë et le chômage endémique des jeunes congolais ?

Dans ce sens, la gouvernance et la créativité sont effectivement deux éléments essentiels au développement d'un pays. La gouvernance, qui englobe la gestion politique, économique et sociale, établit le cadre et les règles nécessaires pour un développement durable. Et lorsqu'elle est « bonne », la gouvernance favorise la transparence et la participation citoyenne, et renforce la confiance des citoyens dans leurs institutions.

La créativité, quant à elle, stimule l'innovation, que ce soit dans les secteurs technologiques, culturels ou économiques. Elle permet de trouver des solutions nouvelles aux défis auxquels un pays fait face, qu'il s'agisse de la pauvreté, de l'éducation, de l'insécurité ou de la santé.

Lorsque les éléments de ce binôme sont effectivement en synergie, ils peuvent générer un environnement propice à l'épanouissement des idées et à la mise en œuvre de projets novateurs. Par exemple, une gouvernance efficace peut encourager l'entrepreneuriat et l'investissement dans les secteurs créatifs, tandis que la créativité peut aider à développer des politiques publiques plus à mêmes d'accélérer le développement du pays.

En somme, la combinaison d'une gouvernance solide et d'une approche créative peut catalyser le développement socio-économique de la RD Congo, en la rendant plus résiliente face aux défis colossaux qui ne cessent d'enliser la longue marche vers son plein développement.

(3) Gouvernance et vision politique

Dans le prolongement de la paire gouvernance-créativité, l'on peut évoquer un dernier binôme dont la RD Congo a grandement besoin pour son développement : gouvernance et vision politique.

En effet, lorsque la gouvernance politique est accompagnée d'une vision claire de l'horizon où l'on veut mener le pays, il paraît plus facile d'identifier les moyens les mieux appropriés pour matérialiser le rêve du développement.

Il est donc important que les décideurs politiques aient une vision politique susceptible de définir les objectifs à long terme du pays et les stratégies pour y parvenir. La vision politique est essentielle pour mobiliser les ressources, orienter les politiques publiques et inspirer la population.

Par ailleurs, une vision claire aide à aligner les efforts des différents acteurs, qu'ils soient gouvernementaux, privés ou associatifs.

Lorsque la gouvernance et la vision politique s'harmonisent, elles peuvent créer un environnement propice à l'innovation et au développement économique. Ainsi, la complémentarité entre une gouvernance efficace et une vision politique ambitieuse peut jouer un rôle catalyseur dans le développement de la RD Congo, en garantissant à la fois la stabilité du pays et la dynamique de progrès.

Reposons-nous la question qui sous-tend notre réflexion : *la dédollarisation de l'économie congolaise, est-elle une panacée à la gouvernance anémique qui semble coller à la peau de la RD Congo depuis des décennies ?*

Fort de ce qui précède, nous nous rendons compte qu'une simple décision politique de dédollariser l'économie ne peut résoudre tous les maux du pays. Cette décision pourrait même tomber dans le piège du populisme si elle n'est pas accompagnée d'autres facteurs que nous avons évoqués dans cette réflexion : la volonté politique, la créativité et la vision politique.

La RD Congo ne se développera pas par un coup de baguette magique, à travers des décisions politiques qui sont vite contredites par les mœurs de leurs propres initiateurs. Le pays se développera grâce à la mise en œuvre des politiques publiques empreintes de créativité et de vision politique manifeste. Or, de telles politiques publiques ne peuvent être réellement implémentées que par des dirigeants dont la volonté politique de sonner l'heure du développement effectif du pays ne souffre d'aucune lacune !

C'est ici qu'il me paraît essentiel de souligner la place centrale de l'homme congolais dans les choix à opérer pour le développement de son pays. Le citoyen congolais doit se départir des tares qui plombent le développement de son pays. En effet, comme le faisait remarquer Simon Lowawa, « le Congolais lambda s'accommode avec les tares et les indécidables d'une gestion pathologique et déliquescence du patrimoine commun. »⁴

Dès lors, la dédollarisation de l'économie congolaise ne sera une panacée à la gouvernance anémique du pays que si l'homme congolais prend conscience de son rôle capital dans la détermination du devenir de sa nation et accepte de gérer les institutions de celle-ci de manière responsable, animé d'une volonté politique manifeste et d'un leadership visionnaire et sacrificiel. ■

4 Simon LOWAWA ETIAITO, « Le désenchantement des attentes légitimes : naissance de la 'démocrature' », in *Congo-Afrique*, n°576 (juin-juillet-août 2024), p. 695.